

Déclaration liminaire CDEN

4 février 2025

À l'international, les désordres du monde dépassent les pires dystopies. Le dérèglement climatique s'accroît, entre cyclones, mégafeux et les inondations à Rennes et dans le pays de Redon. Outre-Atlantique, de Donald Trump à Javier Milei, les discours hostiles envers les personnes perçues comme étrangères, musulmanes, « woke » ou pour l'égalité des droits côtoient l'évocation de déportations de masse. Et comme si tout cela ne suffisait pas, le responsable du DOGE, le milliardaire Elon Musk, soutient ouvertement les néo-nazis en Allemagne tout en exhibant des saluts nazis...

Bien que tout cela puisse sembler éloigné de la carte scolaire, il est essentiel de ne pas omettre le contexte politique, social et environnemental, surtout à une époque où le département, comme la préfecture de la Sarthe, préfère ouvrir des entrepôts géants pour Amazon plutôt que des classes. Difficile de ne pas avoir en tête les rapports du GIEC et d'observer une telle désinvolture dans la mise en œuvre d'une politique censée défendre l'intérêt général, qui semble manifestement privilégier les multinationales et les intérêts des plus riches, ainsi que les climatosceptiques en tout genre.

En France, après seulement quelques semaines de pouvoir, le Premier ministre François Bayrou a déjà déclenché à deux reprises l'article 49, alinéa 3 de la Constitution...

Car il ne faut pas s'y tromper. Malgré des mesures indispensables comme la réduction des fermetures de classes de 4000 à 470, le budget 2025 pour la France est avant tout un budget en faveur des riches, des actionnaires et des multinationales, et contre le principe d'une République sociale et démocratique.

Pire encore, en plus d'un budget d'une violence sociale et environnementale sans précédent sous la Ve République, le Premier ministre s'est déshonoré en reprenant à son compte l'une des expressions favorites de Jean-Marie Le Pen et de Jordan Bardella : la "submersion migratoire". Cette expression, totalement fallacieuse bien qu'ayant été largement diffusée, nie la réalité. La France n'est nullement submergée par l'immigration. Les données de l'INSEE le confirment, malgré les discours du Premier ministre et du ministre de l'Intérieur, qui singent l'extrême droite voire la dépasse par... son extrémité. En France, la proportion d'étrangers est de 8,2 % de la population, et en Sarthe, cette proportion est encore plus basse, à 5 % selon les derniers chiffres disponibles. Cette réalité, pourtant parfaitement documentée, est niée au plus haut sommet de l'État et jusque dans les préfectures qui appliquent des textes xénophobes et dangereux, puisqu'ils mettent en danger des familles, des enfants.

La seule submersion qui existe est celle de la bêtise, des fake news et des postures de politiciens avides de notoriété à travers des médias et des algorithmes promouvant la haine, la violence et la désinformation.

Dans ce contexte de vérités alternatives, les services publics et leurs agent·es sont parmi les principales cibles du budget 2025, car celui-ci entérine une mesure proprement honteuse : la baisse de 10 % des salaires pendant un arrêt maladie. Cette mesure ne rapporterait au mieux que quelques centaines de millions d'euros, au détriment de la santé et du niveau de vie des fonctionnaires, déjà largement sous-payés.

Pourquoi “au mieux” ? Simplement parce que la Cour des comptes estime à 260,4 milliards d'euros le soutien financier total aux entreprises. Or, alors que les aides aux entreprises n'ont jamais été aussi élevées, celles-ci licencient massivement. Actuellement, 300 plans de licenciements menacent 300 000 emplois et le problème serait... les fonctionnaires, les personnes étrangères et/ou en migration, et les personnes trans. On constate que le niveau de bêtise atteint des sommets. Quand le sage montre la lune...

Si les services publics ne sont pas épargnés, l'Éducation nationale n'est pas en reste.

Dans le 1er degré, la France maintient le triste record des classes les plus chargées parmi les 22 pays de l'Union européenne membres de l'OCDE. Nous le démontrerons dans quelques instants.

Dans le second degré, pour retrouver le taux d'encadrement de 2017, il faudrait créer 10 611 emplois ! Et certains osent prétendre que l'annulation des 4000 suppressions de postes est une victoire.

L'École publique, celle de la République, l'école gratuite et laïque qui assure l'égalité des droits nécessite une loi de programmation pluriannuelle mêlant recrutements, emplois, formation et hausse des salaires, et non une succession d'annonces mettant en avant une vision à court terme qui ne mène qu'à l'injustice et à la violence. Pour autant, il faut reconnaître que, sur ce dernier point, le ministère de l'Éducation nationale est à la pointe : les risques psychosociaux continuent d'augmenter de manière vertigineuse, comme en témoignent les fiches SST qui, chaque jour ou presque, font état de situations de souffrance tant chez les personnels que chez les élèves. Rien que ces deux derniers jours, 7 fiches ont été rédigées, 33 depuis le 6 janvier 2025, et 124 depuis le retour des vacances de novembre.

Voici quelques extraits, respectant évidemment l'anonymat de chacun·e !

Élève de maternelle très violent avec les autres élèves et les adultes. Il tape, mord, crache, pousse de façon imprévisible. Il a déjà mordu l'enseignante ainsi que d'autres élèves, ne lâchant pas prise même quand on lui demande d'arrêter. Il faut lui ouvrir la bouche.

Collègue 1

Élève de la classe de CM1, a fait preuve de violence physique et verbale, proférant des insultes telles que : “Fermez vos grandes gueules, sales putes ! Fermez vos grandes gueules de merde ! Niquez vos mères !” Déchaînement de violence : coups de poing dans les bras, coups de pied dans les tibias, coups de tête au visage, tentative de morsure au bras, griffures sur les mains. Retourne les tables et les chaises, jette les livres, arrache les affichages.

Collègue 2

Une secrétaire fait part de son mal-être, étant surchargée de demandes de dernière minute qui ne lui permettent pas de s'organiser sereinement et de manière autonome.

Elle éprouve un sentiment d'isolement, n'étant ni écoutée ni épaulée. Elle a donné sa démission... Cette situation est d'autant plus inquiétante qu'elle fait écho aux départs des deux précédents secrétaires et des deux précédentes secrétaires générales.

Collègue 3

Voilà, mesdames et messieurs, quelques exemples de la situation du service public d'Éducation. Service public de l'État qui doit faire face à des décisions ahurissantes, comme celle concernant le Pass culture...

En effet, vendredi 30 janvier, au prétexte de restrictions budgétaires, l'annonce est faite dans la plus grande confusion qu'il ne reste plus que 24 heures pour valider les projets liés à la partie collective du Pass culture.

Visites de musées, ateliers artistiques (chants, théâtre), ateliers d'écriture, rencontres avec des écrivains, des réalisateurs, des scientifiques, des artistes... La liste est longue ! C'est tout ce qui permet aux élèves de s'ouvrir au monde, de découvrir la culture, d'apprendre, de grandir, de s'émanciper, de se nourrir intellectuellement, et de sortir, au sens propre comme figuré, de leur établissement et de leur lieu de vie. En un mot, c'est la mission essentielle de l'École. Cette décision est un renoncement terrible, mais aussi révélateur des priorités de l'époque : la rigueur budgétaire prime sur tout le reste.

Un énorme projet de fresque a mobilisé 21 classes depuis octobre. Après des mois de travail, on attendait la validation du dossier Adage de notre artiste pour tout valider et lancer la réalisation au printemps. Tout est maintenant fichu. Je suis écœurée, triste, révoltée. Comment peut-on faire cela du jour au lendemain ? Quelle basse considération de notre travail, une fois de plus... Et quel avenir culturel pour nos élèves avec les robinets financiers coupés de toutes parts !?

En 24 heures, c'est la ruée vers ADAGE, qui ne résiste pas à un afflux de connexions, et dans une cacophonie désormais habituelle, les rumeurs, ordres, contre-ordres... avant que le couperet tombe : le plafond de 50 millions d'euros est atteint et plus aucun projet ne peut être déposé. Colère et dégoût !

Voilà, mesdames et messieurs les membres du CDEN, un aperçu désolant du quotidien des élèves, de notre jeunesse et des personnels qui ont l'immense charge de les accompagner pour qu'ils deviennent demain des citoyennes et citoyens libres, solidaires, responsables et œuvrant pour le bien commun, pour le progrès social et environnemental dans une société de paix et de justice.

Pour terminer, nous souhaiterions rappeler les propos apposés sur le mémorial d'un ancien Président des États-Unis, M. Franklin Delano Roosevelt : "Le progrès n'est pas de savoir si nous ajoutons plus à l'abondance de ceux qui ont beaucoup, mais si nous en fournissons suffisamment pour ceux qui ont peu."

Pour la FSU, ni le budget imposé par le 1er ministre, ni la carte scolaire pour la rentrée 2025 qui en découle ne porte cette idée de progrès. Au regard de l'intérêt que chacune et chacun ici porte au service public d'Éducation et à ses agent•es, tout cela est plus que regrettable.